

Adam Rayski, *De Gaulle et les juifs (1940-1944)*, publié à l'occasion du Cinquantenaire de la Libération de la France par l'Union des résistants et déportés juifs de France. Paris, juin 1994

L'écrivain Albert Cohen, chargé par le Congrès juif mondial d'une mission de liaison avec la France Libre, rencontre le général de Gaulle le 9 août 1940. Peu après, de Gaulle lui confirme par écrit les termes de leur entretien : « (...) Le jour de la victoire à laquelle je crois fermement, la France libérée ne peut manquer d'avoir à cœur de veiller à ce qu'il soit fait justice des torts portés aux collectivités victimes de la domination hitlérienne et, entre autres, aux communautés juives qui, dans les pays momentanément soumis à l'Allemagne, sont malheureusement en butte à l'intolérance et aux persécutions* ». Aucune allusion à la France. Le premier acte inaugurant la politique antisémite de Pétain, le statut des Juifs, ne verra le jour que deux mois plus tard. On verra s'établir ensuite, dans l'esprit de cet engagement, une relation permanente entre de Gaulle et les Congrès juifs mondial à Londres et à New York. D'autres contacts se nouent entre lui ou ses proches collaborateurs et les grandes organisations juives du monde libre telles l'Agence juive, le Keren Kayemet ou l'Agoudat Israël (orthodoxes). En Grande-Bretagne, des rapports sont établis avec le Board of Deputies. Albert Cohen verra son mandat s'élargir à l'ensemble des organisations juives et agira en qualité de leur représentant officiel. Afin de centraliser ces activités, une sorte de cellule est mise sur pied au sein du Commissariat national pour les Affaires étrangères avec, à sa tête, le lieutenant A. Saphir dont le rôle est resté semble-t-il purement technique ».

**Archives du Congrès juif mondial, Genève. Lettre reproduite dans Quarante années d'action, 1936-1976, édité par le CJM.*